

Règlement de Consultation (R.C.)

Objet :

**PROJET SOCIAL PARTICIPATIF D'ANIMATION DE L'AMENAGEMENT
PAYSAGER ET D'ENTRETIEN D'UN JARDIN – ESPACES VERTS DES
RESIDENCES « PAUL-LOUIS COURIER » ET « LES JEUX D'EAU » A
SAINT-PIERRE-DES-CORPS**

POUVOIR ADJUDICATEUR : TOURAINE LOGEMENT E.S.H.

14, rue du Président Merville – 37000 TOURS

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : Mardi 28 mai 2024

HEURE LIMITE : 14 heures

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
1.1 NATURE ET ETENDUE	3
1.2 Décomposition de la consultation	3
1.2.1 Allotissement.....	3
1.2.2 Tranches / phases :.....	3
1.3 Durée du marché – délais d'exécution	3
1.4 Reconduction	3
ARTICLE 2. LES INTERVENANTS	3
2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR / Maître d'ouvrage.....	3
2.2 Assistant à maîtrise d'ouvrage	3
2.3 Maîtrise d'œuvre	4
ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 Procédure	4
3.1.1 Choix de la procédure	4
3.1.2 Offre anormalement basse	4
3.2 Conditions de participation des candidats	5
3.2.1 Candidat individuel et groupements d'entreprises	5
3.2.2 Sous-traitant(s).....	5
3.3 variante(s).....	5
3.3.1 Variantes obligatoires (ex-options).....	5
3.3.2 Variantes facultatives	5
3.4 Prestations supplémentaires éventuelles	5
3.5 Durée de validité des offres	6
3.6 Visites et reconnaissance	6
3.7 Clause d'insertion par l'activité économique.....	6
3.8 Publicité	6
ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION	6
4.1 Contenu du dossier de consultation	6
4.2 Modification du dossier de consultation.....	6
4.3 Retrait du dossier de consultation	7
4.3.1 Procédure de retrait sous forme dématérialisée	7
4.3.2 Procédure de retrait sous forme papier	7
ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 Pièces de la candidature à produire	7
5.2 pièces de l'offre à produire	8
ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	8
6.1 Critères de jugement des candidatures et des offres	8
6.2 Rectification des offres	9
ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOCUMENTS.....	10
ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHE	12
8.1 Information des candidats évincés	12
8.2 Information de l'attributaire du marché	12
ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
ARTICLE 10. VOIES DE RECOURS	13
ARTICLE 11. MENTION D'INFORMATION.....	13
ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE	13

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 NATURE ET ETENDUE

Le présent marché a pour objet de confier à un prestataire le projet social participatif d'animation de l'aménagement paysager et d'entretien concernant les espaces verts des résidences « Paul-Louis Courier » et « Les Jeux d'Eau » à Saint-Pierre-des-Corps.

Ce projet comprend :

- un volet technique : animation de l'aménagement paysager et entretien des espaces dans un souci de qualité et de responsabilité environnementale,
- un volet social et participatif, en ce qu'il importe d'impliquer les habitants dans sa réalisation,
- un volet insertion, Touraine Logement souhaitant que l'entretien non réalisable par la participation directe des locataires puisse favoriser l'insertion sociale et professionnelle.

1.2 DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION

1.2.1 ALLOTISSEMENT

Cette opération ne fait pas l'objet d'un allotissement.

1.2.2 TRANCHES / PHASES :

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.3 DURÉE DU MARCHÉ – DÉLAIS D'EXÉCUTION

La durée du marché et les délais d'exécution des prestations sont fixés à l'Acte d'Engagement et ne peuvent qu'être optimisés.

1.4 RECONDUCTION

Le marché pourra être reconduit.

ARTICLE 2. LES INTERVENANTS

2.1 POUVOIR ADJUDICATEUR / MAITRE D'OUVRAGE

TOURAINE LOGEMENT E.S.H.

14 rue du Président Merville

37000 TOURS

Adresse du profil d'acheteur :

<https://www.marches-publics.info/accueil.htm>

2.2 ASSISTANT À MAITRISE D'OUVRAGE

Sans objet

2.3 MAITRISE D'ŒUVRE

Sans objet

ARTICLE 3. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 PROCÉDURE

3.1.1 CHOIX DE LA PROCÉDURE

Cette consultation est passée en **procédure adaptée avec possibilité de négociations** avec au plus les auteurs des trois offres les mieux placées.

Elle est soumise aux dispositions du Code de la commande publique.

Après analyse des compétences, références et moyens des candidats, le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats dont la candidature aura été admise et sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres et après un premier classement, les candidats avec lesquels elle négociera.

La négociation portera tant sur la qualité des prestations que sur le prix ou tout autre composante de l'offre, sans modifier les caractéristiques et les conditions d'exécution du marché de manière substantielle.

Le pouvoir adjudicateur décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Dans le cas où l'entité aura admis à la négociation des offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables, elle devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer les offres qui recevraient à nouveau ces qualifications.

À l'issue de ces négociations le pouvoir adjudicateur retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de jugement des offres définis dans le présent règlement et/ou dans l'avis d'appel public à concurrence.

Une seule phase de négociation est prévue.

Dans l'hypothèse où une seule offre est déposée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché au soumissionnaire ayant déposé l'offre, dans le respect des conditions ci-après énumérées.

Dans l'hypothèse d'une absence d'offre, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de conclure un marché directement avec un prestataire, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle mesure de publicité.

3.1.2 OFFRE ANORMALEMENT BASSE

Tout candidat dont l'offre est suspectée d'être anormalement basse, devra se justifier, dans un délai de dix (10) jours à compter de la date de réception de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur. Le cas échéant, sans réponse dans ce délai, son offre sera rejetée.

Après réalisation des opérations de vérifications des explications apportées par l'entreprise dont l'offre semble anormalement basse et si celle-ci se confirme, le pouvoir adjudicateur rejettera l'offre jugée comme anormalement basse.

Le candidat est informé que le constat de l'existence d'une offre anormalement basse d'un sous-traitant, intégré à l'offre de contrat en cours de passation induit la mise en place d'une procédure contradictoire dès sa détection tel que précitée au paragraphe 1.

Cette possibilité est étendue aux offres anormalement basses d'un sous-traitant présenté après la notification du marché, y compris en cours d'exécution.

3.2 CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS

3.2.1 CANDIDAT INDIVIDUEL ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Les entreprises peuvent se porter candidat individuellement ou sous forme de groupement solidaire ou conjoint. Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Il est interdit aux candidats de présenter, pour le marché, plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membre d'un groupement ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement solidaire.

Le mandataire du groupement, conjoint ou solidaire, devra obligatoirement être solidaire du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Ainsi que le prévoient les articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique, il devra avoir la capacité juridique, technique et financière d'assurer l'exécution du marché en cas de défaillance d'un des membres du groupement et disposer des assurances professionnelles correspondantes.

Conformément à l'article 45 précité, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'imposer la réalisation de tâches essentielles identifiées à l'un des membres du groupement, y compris pour les travaux de pose ou d'installation pour des marchés de fournitures.

Les membres du groupement d'entreprises sont invités à signer entre eux une convention de cotraitance.

3.2.2 SOUS-TRAITANT(S)

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire. Un modèle de présentation du sous-traitant est joint en annexe de l'acte d'engagement.

3.3 VARIANTE(S)

3.3.1 VARIANTES OBLIGATOIRES (EX-OPTIONS)

Sans objet

3.3.2 VARIANTES FACULTATIVES

Les variantes sont autorisées. Les variantes ne seront prises en considération que s'il a été répondu à l'offre de base. Chaque candidat devra, d'une part, présenter une proposition strictement conforme au dossier de consultation (solution de base) et, d'autre part, il pourra être fait une proposition avec variantes facultatives. Celles-ci devront respecter la conception technique d'ensemble et devront présenter un abaissement du coût, en maintenant des prestations de qualité et des garanties au moins équivalentes à celles du projet.

Les candidats devront indiquer outre les répercussions de chaque variante sur le montant de leur offre de base :

- Les rectifications à apporter, éventuellement au CCAP
- Les modifications du CCTP nécessaires

Toutefois ces variantes ne doivent pas avoir pour effet, si elles ne sont pas retenues par le pouvoir adjudicateur, d'empêcher la réalisation conforme des prestations prévues initialement.

3.4 PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES

Sans objet

3.5 DURÉE DE VALIDITÉ DES OFFRES

La durée de validité des offres est fixée à cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres définitives.

3.6 VISITES ET RECONNAISSANCE

Une visite sur les sites concernés peut être organisée sur demande des candidats (contacter Sandrine RAZEL à la Direction de la Vie Locative srazel@touraine-logement.fr Tél. : 02 46 71 01 65)

3.7 CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Touraine Logement E.S.H., dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique. Cette clause est applicable dans les conditions décrites au CCATP.

Compte tenu de la nature du projet mené à Saint-Pierre-des-Corps, cette clause d'insertion est rendue obligatoire dans la présente consultation. Le candidat devra donc proposer et exposer les modalités d'application de cette clause telles qu'il les envisage.

3.8 PUBLICITÉ

Le présent marché respecte les conditions de publicité prescrites par les textes en vigueur.

- Pour les marchés supérieurs au seuil minimal européen et inférieurs au seuil intermédiaire : publicité facultative. Si le pouvoir adjudicateur procède à une publicité, elle doit être faite via un journal d'annonce légale, presse spécialisée ou plateforme dématérialisée.

Pour les marchés supérieurs au seuil intermédiaire et inférieurs au seuil maximal européen : publicité obligatoire. Journal d'annonce légale ainsi que sur le profil d'acheteur (et éventuellement sur la presse spécialisée).

Le pouvoir adjudicateur définit librement les modalités de publicité adaptées en fonction des caractéristiques du marché. A minima, seront communiqués :

- L'identité et les coordonnées de l'acheteur,
- L'objet des prestations envisagées.

ARTICLE 4. DOSSIER DE CONSULTATION

4.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (R.C.)
- L'acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.) et son annexe RGPD

4.2 MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Touraine Logement E.S.H. se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

4.3 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

4.3.1 PROCÉDURE DE RETRAIT SOUS FORME DÉMATÉRIALISÉE

Conformément aux directives européennes 2004/18/CE et 20014/17/CE, le présent marché passé en procédure adaptée fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats qui le souhaitent de télécharger les documents du dossier de consultation des entreprises via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.info/accueil.htm>

4.3.2 PROCÉDURE DE RETRAIT SOUS FORME PAPIER

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents des candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en EURO.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il est rappelé que le ou les signataire(s) doivent être habilités à engager le candidat.

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

5.1 PIÈCES DE LA CANDIDATURE À PRODUIRE

Concernant la candidature, chaque candidat devra déposer, sur le profil d'acheteur, les pièces suivantes :

- **DC1 : Une lettre de candidature** en y joignant les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres (mandataire + co-traitants), ainsi que les sous-traitants proposés
 - **DC2 : Une Déclaration du candidat** accompagnée des justificatifs correspondants
- Ou
- **Document Unique de Marché Européen (DUME)**
 - Une attestation sur l'honneur d'absence d'interdiction générales et facultatives de soumissionner en application des articles L.2141-1 à L.2141-11 du Code de la commande publique dûment signée.
 - Le candidat en redressement judiciaire devra produire copie du ou des jugements prononcés à cet effet.
 - Les pièces nécessaires à l'évaluation de leur expérience, capacités professionnelles, techniques et financières (références de prestations équivalentes au cours des 5 dernières années ...).
 - Le candidat pourra prouver ses capacités par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à ses capacités. À titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur pourra imposer la production d'originaux, de copies certifiées conformes ou traductions certifiées.
 - Toute candidature qui ne respecterait les conditions minimales de participation sera rejetée.

- Un document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.
- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour l'année en cours.
- Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

5.2 PIÈCES DE L'OFFRE À PRODUIRE

Concernant l'offre, chaque candidat devra déposer, sur le profil d'acheteur, les pièces suivantes :

- **Un acte d'engagement (A.E.)** ci-joint dûment complété, **daté et signé**. Les variantes obligatoires doivent être renseignées. Dans la négative, l'offre sera jugée non conforme.

Le candidat devra également compléter les annexes de l'acte d'engagement :

Si le groupement est conjoint : les membres devront indiquer la répartition des missions entre eux.

Si le candidat a des sous-traitants : compléter le modèle de déclaration de sous-traitance.

- Le DEVIS/DPGF/BPU, Ce/ces document/s devra/devront être détaillé/s afin d'en vérifier la cohérence
- Projets avec variantes facultatives et PSE : à présenter dans le respect des modalités prévues
- **Un mémoire technique complet d'une vingtaine de pages maximum**, prenant en compte la mission, et précisant les modalités prévues pour l'exécution du marché et notamment l'organisation mise en place pour traiter les demandes écrites et téléphoniques des locataires.
- Un programme d'exécution de la mission indiquant la durée prévisionnelle de sa mise en œuvre.

Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (CCATP) et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre.

Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi. Le candidat signera le CCATP et leurs annexes dans le cadre de la mise au point du marché. À défaut les documents détenus par le pouvoir adjudicateur et notifiés au titulaire seront les documents contractuels.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur. Il utilisera en ce cas le modèle joint au dossier de consultation des entreprises.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser que les prestations principales et jugées essentielles de chaque lot puissent être sous traitées et/ou confiées à un membre du groupement qui ne serait pas mandataire.

Les candidats sont invités à s'assurer que l'ensemble des pièces listées ci-avant sont bien présentes dans leur dossier de candidature. **L'absence de l'un des documents énumérés ci-dessus ou leur caractère incomplet pourra entraîner la nullité de la candidature.**

ARTICLE 6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 CRITÈRES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

L'exécution des marchés ne peut être confiée qu'à une entreprise ayant des capacités juridiques, technique et financière nécessaires. Le pouvoir adjudicateur apprécie souverainement ces capacités dans les conditions prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables au nom des Sociétés H.L.M.

Les personnes ou sociétés en état de faillite ou de procédure de sauvegarde ne sont pas admises à soumissionner. Les personnes physiques ou morales admises en redressement judiciaire peuvent candidater si elles ont été autorisées par le Tribunal à poursuivre leur activité pendant toute la durée du contrat (Articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique précités).

Le jugement des offres est effectué dans le respect des règles définies par le Code de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidats sont les suivants :

selon les critères pondérés suivants :

<p>Valeur technique appréciée à l'examen du mémoire technique et jugée notamment sur :</p> <p>Organisation et mise en place pour la réalisation du marché</p> <p>Moyens humains mis à disposition</p> <p>Calendrier d'intervention</p> <p>Adéquation du mémoire technique avec les besoins de Touraine Logement</p> <p>Propositions relatives à la dimension participative du projet</p> <p>Références en matière d'actions sociales et participatives</p> <p>Mesures en faveur de l'insertion sociale et professionnelle</p>	<p>60%</p> <p>15%</p> <p>5%</p> <p>10%</p> <p>10%</p> <p>20%</p>
<p>Prix des prestations</p>	<p>40%</p>

L'offre sera choisie après classement des offres par la personne ou l'organe compétent.

Le jugement du critère prix portera sur le montant global et forfaitaire indiqué par le candidat à l'acte d'engagement.

Les prestations supplémentaires éventuelles et les variantes facultatives pourront être prises en compte dans le jugement des offres. Le pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des offres se laisse la possibilité de demander des précisions ou de compléter les offres. Ces échanges se feront via le profil d'acheteur.

6.2 RECTIFICATION DES OFFRES

- En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires et/ou le bordereau des prix unitaires, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Dans le cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le détail estimatif, seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

- Dans le cas de prix forfaitaire, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, sont constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, ou d'un prix forfaitaire dans l'offre du candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec son offre ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

- Dans le cas de prix unitaire et si le sous-détail d'un prix unitaire est demandé, si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans ce sous-détail, dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation, sauf dans le cas exceptionnel où il s'agirait de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

Toutefois, si l'entrepreneur concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 7. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOCUMENTS

Les candidatures et les offres dématérialisées seront transmises via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<http://agysoft.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Déroulement de la remise d'une candidature et d'une offre via le profil d'acheteur

Schématiquement, le candidat peut :

- S'identifier et s'authentifier ;
- Connaître les prérequis techniques et les modules d'extension nécessaires pour utiliser le profil d'acheteur ;
- Accéder à un espace permettant de tester que la configuration du poste de travail utilisé est en adéquation avec les prérequis techniques du profil d'acheteur ;
- Effectuer une recherche permettant d'accéder notamment aux avis, aux consultations et aux données essentielles ;
- Consulter et télécharger en accès gratuit, libre, direct et complet les documents de la consultation, les avis et leurs éventuelles modifications ;
- Accéder à un espace permettant de simuler le dépôt de documents ;
- Déposer sa candidature y compris si elle se présente sous la forme du document unique de marché européen électronique constituant un échange de données structurées ;
- Déposer ses offres, y compris les dépôts successifs quand la procédure le requiert et les offres signées électroniquement ;
- Solliciter une assistance ou consulter un support utilisateur permettant d'apporter des réponses aux problématiques techniques ;
- Poser des questions à l'acheteur ;
- Consulter et télécharger les données essentielles conformément aux dispositions de l'arrêté du 14 avril 2017 ;

Dépôt des plis

Le dépôt de pli se fait par dossier. Il n'est pas autorisé de déposer les pièces une par une. Conformément à l'article R.2151-6 à R.2151-7 du Code de la Commande publique, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 41 relatives à la copie de sauvegarde, les offres sont transmises en une seule fois.

Il est rappelé que la durée de téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule la bonne fin de la transmission complète du dossier génère l'accusé de dépôt de pli électronique.

À la réception des plis, ces derniers sont horodatés, puis stockés au sein d'un espace dédié et sécurisé. Un accusé de réception est envoyé au candidat dans lequel il est fait mention de la date et de l'heure qui ont été horodatées.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme.

Au moment de faire parvenir sa candidature et son offre, le candidat est invité à vérifier la date et l'heure du serveur du Pouvoir Adjudicateur grâce au lien proposé lors de sa réponse électronique.

Si une candidature ou une offre était remise à la fois sous forme électronique et sous forme papier, elle sera déclarée irrecevable. La transmission par simple support physique électronique, CD-ROM, disquette ou autre support matériel n'est pas autorisée.

Si une candidature/offre est envoyée plusieurs fois, le dernier envoi annule et remplace le(s) précédent(s) si celui-ci est parvenu avant la date et l'heure limites de remise des offres.

Les dossiers de réponse devront être remis impérativement avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent Règlement de la Consultation.

Les dossiers qui seraient remis après la date et l'heure limites de réception des offres ne seront pas retenus.

Le candidat doit remplir obligatoirement le champ « e-mail » afin de pouvoir recevoir l'accusé de réception électronique envoyé par le profil d'acheteur du Pouvoir Adjudicateur.

Pour pouvoir faire une offre électronique, conformément à l'arrêté du 14 avril 2017, le candidat doit s'assurer de répondre aux pré-requis techniques de la plateforme du profil d'acheteur. À noter que le candidat doit disposer de JAVA 1.7 ou 1.8. JAVA 1.9 et plus ne sont pas supportés par le profil d'acheteur.

Avant de transmettre sa candidature et son offre par le biais du profil d'acheteur, le candidat est invité à faire analyser ses plis par un logiciel antivirus à jour. En cas de détection d'un virus, le Pouvoir Adjudicateur pourra éventuellement tenter de récupérer le fichier du candidat à l'aide d'un logiciel anti-virus. Pour autant, si le fichier du candidat est endommagé ou si l'anti-virus ne parvient pas à récupérer vos éléments, l'offre du candidat sera mise en quarantaine et sera rejetée par la Commission des Marchés du Pouvoir Adjudicateur.

Format des fichiers

Les formats de fichiers autorisés sont les suivants :

Traitement de texte (.doc, .rtf), Tableur (.xls), Diaporama (.ppt), Format Acrobat (.pdf), Images (.jpg, .gif, .png), dossiers compressés (.zip), les pièces contenues dans le fichier compressé doivent être signées individuellement), Autocad lecture seule.

Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 100 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

Signature

La signature est facultative lors de la remise de l'offre, elle sera cependant obligatoire au moment de l'attribution.

Les candidatures et les actes d'engagement transmis par voie électronique peuvent être signés au moyen d'un certificat de signature électronique.

Conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique, pour pouvoir signer électroniquement les candidatures et les(l') Acte(s) d'Engagement, les candidats doivent présenter un certificat de signature électronique. Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

- 1° Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;
- 2° Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signature autorisés sont XAdES, CAdES ou PAdES.

Les fichiers doivent être signés individuellement, la signature d'un fichier zip ne suffisant pas.

Le Pouvoir Adjudicateur s'assurera que les candidatures et les offres sont signées par la personne habilitée. Le candidat doit donc conserver et pouvoir produire les éléments de preuve attestant que la signature électronique utilisée a été délivrée à une personne qui pouvait valablement engager le candidat. Il s'agira notamment des documents de délégation de pouvoirs qui sont conférés à la personne habilitée, des documents relatifs à la possession de la signature électronique et aux caractéristiques de son certificat. À la demande du Pouvoir Adjudicateur, le candidat devra pouvoir attester que c'est bien la personne habilitée qui a envoyé électroniquement ou validé in fine la transmission électronique de la candidature et de l'offre.

Dans le cas d'une remise de candidature et d'offre par un groupement d'entreprises, seul le mandataire du groupement doit signer la candidature et l'offre.

Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, modifié par le décret n°2022-1638 du 28 décembre 2022, le candidat qui effectue une transmission électronique a la possibilité de transmettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CDROM, clé USB). La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli comportant la mention « copie de sauvegarde ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée pendant cinq ans pour les marchés publics de fournitures ou de services.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée, elle est détruite.

Gratuité

Conformément au décret n°2017-516 du 10 avril 2017, la procédure est gratuite. Seuls les frais d'accès au réseau Internet et ceux relatifs à l'obtention et l'utilisation des certificats de signature électronique sont à la charge des candidats.

ARTICLE 8. ATTRIBUTION DU MARCHÉ

8.1 INFORMATION DES CANDIDATS ÉVINCÉS

Le choix du pouvoir adjudicateur à l'issue de la procédure de passation est communiqué aux candidats dont la candidature ou l'offre n'a pas été retenue.

8.2 INFORMATION DE L'ATTRIBUTAIRE DU MARCHÉ

Le candidat ou membre du groupement auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire dans un délai de dix (10) jours maximum, suivant la notification d'attribution du marché via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicataire :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner telles que définies par les articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique ;
- Un extrait K, un extrait Kbis, un extrait D1 ou un document équivalent ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales datant du dernier jour du mois qui précède notre demande
- Les attestations délivrées par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales (URSSAF, MSA) datant de moins de 6 mois
- Certificat attestant le respect des obligations relatives aux congés payés et au chômage-intempéries en cours de validité
- L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour l'année en cours.
- Le candidat devra produire également, le cas échéant, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2-2°. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Le certificat de qualification professionnelle en cours de validité ;
- Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays (le candidat satisfait aux obligations prévues à l'article R.1263-12 du code du travail).

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, celle-ci sera à remettre dans le même délai.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de ne pas donner suite à la présente consultation.

Le marché prend effet à la date de réception de la notification par l'entreprise.

ARTICLE 9. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront adresser leur question directement sur le profil d'acheteur

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les candidats désirant se rendre sur le site devront s'adresser au Pouvoir Adjudicateur via la plateforme d'acheteur.

ARTICLE 10. VOIES DE RECOURS

Les différends et litiges qui n'auraient pu être réglés par les dispositions du présent contrat, seront portés devant le Tribunal Judiciaire compétent situé dans le ressort du siège social du Maître d'Ouvrage.

Seul le Tribunal Judiciaire de Paris est compétent pour connaître des contestations relatives aux obligations de publicité et de mise en concurrence auxquelles est soumise la passation des contrats de droit privé relevant de la commande publique dans les cas et conditions prévus par les articles 2 à 18 de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique, conformément à l'annexe Tableau VIII-II du Code de l'organisation judiciaire, modifié par le Décret n°2019-912 du 30 août 2019 (art 23.).

ARTICLE 11. MENTION D'INFORMATION

Touraine Logement E.S.H. vous informe qu'elle procède à la collecte d'informations vous concernant afin d'organiser la passation du contrat objet des présentes mais aussi de permettre son exécution. Ces informations sont à destination du personnel de Touraine Logement E.S.H et peuvent être communiquées aux prestataires et intervenants amenés à intervenir dans le cadre du marché concerné, avec lesquels vous pouvez par ailleurs être amené à interagir. Les données collectées ont été obtenues directement auprès de vous dans le cadre de la présente procédure adaptée ou de manière indirecte concernant les éventuelles données de vos collaborateurs. Ces données seront conservées tout au long de l'appel à candidature et pourront être conservées 5 ans après la fin des relations contractuelles pour le candidat retenu. Les candidatures non retenues seront archivées pour 5 ans à l'issue de l'extinction des voies de recours.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit d'opposition pour motif légitime, droit à la limitation du traitement.

Vous pouvez, pour des motifs tenant à votre situation particulière, vous opposer au traitement des données vous concernant. Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier au DPO Touraine Logement, 14 rue du Président Merville – 37000 TOURS ou à l'adresse suivante : serviceDPO@touraine-logement.fr. Merci de joindre la copie d'une pièce d'identité. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE

Les candidats ayant accès au dossier de consultation sont tenus par le caractère confidentiel des informations qui pourraient être fournies dans les dossiers retirés et s'interdisent en conséquence de les divulguer ou d'en faire un usage autre que celui pour lesquelles elles sont prévues.